

## **Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)**

**Pouvoir adjudicateur :**

**INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS Paul Emile Victor  
(IPEV)**

**Objet de la consultation :**

**Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage sur des prestations  
intellectuelles liées à l'ingénierie en zone polaire**

**Consultation n° IPEV\_2025\_003**

**CCAG applicable :**

**marchés publics de prestations intellectuelles**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
1.2. FORME ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	3
1.3. DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE.....	3
1.4. INTERVENANTS .....	3
<b>ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>3</b>
2.1. PIECES PARTICULIERES.....	3
2.2. PIECES GENERALES.....	3
2.3. CONFORMITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
<b>ARTICLE 3. MODALITES DE COMMUNICATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
4.1. AVANCE .....	4
4.2. FORME ET CONTENU DES PRIX.....	4
4.3. VARIATION DES PRIX .....	4
4.4. APPLICATION DE LA TVA .....	4
<b>ARTICLE 5. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>5</b>
5.1. MODALITES DE FACTURATION .....	5
5.2. DELAI DE PAIEMENT .....	5
5.3. RETENUE DE GARANTIE .....	5
<b>ARTICLE 6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
6.1. DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
<b>ARTICLE 7. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
7.1. GENERALITES .....	5
7.2. EVOLUTION DES BESOINS DE L'ACHETEUR .....	5
7.3. CLAUSE DE REEXAMEN.....	6
<b>ARTICLE 8. OBLIGATIONS DES PARTIES .....</b>	<b>6</b>
8.1. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	6
8.2. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	6
8.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	6
8.4. OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION .....	7
<b>ARTICLE 9. CONTENU DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
9.1. PRESTATIONS D'ASSISTANCE OU D'ETUDE TECHNIQUE.....	7
9.2. PRESTATIONS DE CONSEIL ET DE FORMATION .....	7
<b>ARTICLE 10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
10.1. MODALITES DE COMMANDE .....	7
10.2. DEMANDE DE DEVIS POUR D'AUTRES PRESTATIONS .....	8
10.3. SUIVI DE L'ACCORD-CADRE.....	8
<b>ARTICLE 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
11.1. NATURE DES OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	8
11.2. DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....	8
<b>ARTICLE 12. PENALITES.....</b>	<b>8</b>
12.1. PENALITE POUR RETARD .....	9
12.2. SEUIL D'EXONERATION ET PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	9
<b>ARTICLE 13. ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>9</b>
14.1. DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES ANS JUSQU'A LA FIN DE L'EXECUTION DU MARCHE.....	9
<b>ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 17. DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>9</b>
17.1. REGLEMENT A L'AMIABLE .....	9
17.2. DROIT APPLICABLE.....	10
<b>ARTICLE 18. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 19. DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>10</b>

## **Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. Objet de l'accord-cadre**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent des prestations d'accompagnement, de conseil et de formation pour des projets portés par l'Institut polaire français.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI).

### **1.2. Forme et montant de l'accord-cadre**

#### **1.2.1. Allotissement**

Le marché n'est pas alloti en raison de son objet qui forme un tout homogène ne pouvant être scindé.

#### **1.2.2. Forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire.

Il est exécuté par l'émission de bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

#### **1.2.3. Montant de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Ce montant est précisé dans l'acte d'engagement.

### **1.3. Dérogation au principe d'exclusivité**

La conclusion du présent accord-cadre ne confère pas un droit d'exclusivité total au titulaire. En effet, l'Acheteur se réserve le droit de commander des prestations entrant dans le champ du présent contrat à des tiers, sans que le titulaire du présent accord-cadre puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

### **1.4. Intervenants**

#### **1.4.1. Représentation de l'Acheteur**

En application de l'article 3.3 du CCAG de référence, le directeur de l'Institut polaire, désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur seront accordées.

#### **1.4.2. Représentation du Titulaire**

Dès la notification du marché, le Titulaire désignera un interlocuteur principal pour les besoins de l'exécution du marché ainsi qu'un suppléant. Ces interlocuteurs sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur principal. Plus généralement le Titulaire doit notifier sans délai à l'Acheteur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **Article 2. PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG de référence, les pièces qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité décroissante. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradictions ou de différences entre elles.

### **2.1. Pièces particulières**

- ✓ L'Acte d'Engagement et ses annexes
- ✓ Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)

### **2.2. Pièces générales**

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Ce CCAG est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du Titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : [Cahiers des clauses administratives générales et techniques | Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et Ministère chargé du Budget et des Comptes publics](#).

### **2.3. Conformité des documents contractuels**

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Pour rappel, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **Article 3. MODALITES DE COMMUNICATION**

L'Institut polaire communique avec le titulaire par le biais de bons de commande et d'ordres de service qui sont notifiés au titulaire par messagerie électronique ou via le profil acheteur de l'Institut PLACE - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Avant le démarrage du marché, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur les adresses électroniques sur laquelle les ordres de service et les bons de commande lui seront adressés.

### **Article 4. PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

#### **4.1. Avance**

Sans objet.

#### **4.2. Forme et contenu des prix**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application de prix unitaire ou forfaitaires aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés inclure :

- ✓ l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations ;
- ✓ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- ✓ toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

#### **4.3. Variation des prix**

##### **4.3.1. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » et est indiqué sur la première page de l'acte d'engagement.

##### **4.3.2. Mode de variation des prix**

Les prix sont fermes pour la première année à compter de la date de notification puis révisables chaque année, à la date anniversaire de la notification du marché, sur demande du titulaire.

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision des prix au plus tard un (1) mois avant la date de reconduction par mail à l'adresse suivante : [marchespublics@ipev.fr](mailto:marchespublics@ipev.fr)

##### **4.3.3. Modalités de calcul de variation des prix**

Les nouveaux prix seront accompagnés du détail de la formule de calcul appliquée suivante :

- ✓  $P = P_0 [0,50 + 0,50 ( ICHT-N / ICHT-No )]$

dans laquelle :

- ✓ P = prix révisé ;
- ✓ P<sub>0</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire ;
- ✓ ICHT-N = valeur du dernier indice INSEE série n°001565196<sup>1</sup> publié à la date de reconduction annuelle du marché ;
- ✓ ICHT-No = valeur de l'indice INSEE série n°001565196<sup>1</sup> au mois de remise des offres (M0)

Le coefficient final de révision sera calculé sur la base de la sixième décimale et arrondi au millième supérieur. Exemple : pour 1.034001, le coefficient est arrondi à 1.035.

##### **4.3.4. Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues**

Les retenues et pénalités ne sont ni actualisées ni révisées.

#### **4.4. Application de la TVA**

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

---

<sup>1</sup> Indice du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 (origine : [www.indices.insee.fr](http://www.indices.insee.fr))

## **Article 5. MODALITES RELATIVES AU REGLEMENT DES COMPTES**

### **5.1. Modalités de facturation**

Pour les prestations d'assistance ou d'étude technique et pour la partie forfaitaire annuelle de conseil et de formation, le Titulaire présentera une demande de paiement mensuelle.

Pour les autres prestations le Titulaire présentera une demande de paiement après que les prestations réellement exécutées auront fait l'objet d'une admission.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : IPEV

SIRET : 180 089 369 00029

### **Mentions obligatoires sur les factures :**

En complément des éléments évoqués ci-dessus, les demandes de paiement comporteront chacune les éléments obligatoires suivants :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence de l'accord-cadre ;
- ✓ le numéro du bon de commande ;
- ✓ la date d'émission du bon de commande ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom et l'adresse du titulaire ;
- ✓ le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ le numéro de facture ;
- ✓ la date d'émission de la facture ;
- ✓ la désignation des prestations réalisées et leurs dates d'exécution ;
- ✓ le prix HT de chaque prestation ;
- ✓ le taux de TVA appliqué ;
- ✓ le montant de la TVA ;
- ✓ le prix total HT et TTC.

### **5.2. Délai de paiement**

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement sur Chorus.

### **5.3. Retenue de garantie**

Sans objet.

## **Article 6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **6.1. Durée de l'accord-cadre**

La durée de validité du marché, pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande, est d'un an à compter de la date de notification du marché.

Le marché est ensuite reconduit annuellement par tacite reconduction, sans que la durée totale du marché puisse excéder quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, ces reconductions sont tacites et le Titulaire du marché ne peut s'y opposer.

L'Acheteur peut faire part de sa décision de le dénoncer au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction du marché.

## **Article 7. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1. Généralités**

Toutes les modifications qui pourraient être apportées à l'accord-cadre s'appliquent aux bons de commande émis postérieurement à la date d'effet de l'avenant.

### **7.2. Evolution des besoins de l'Acheteur**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts de

prestations à la demande de l'Acheteur, ou sur proposition du Titulaire, sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 80 % des références du bordereau initial des prix unitaires. La modification du bordereau des prix unitaires s'effectue par avenant.

La date d'entrée en vigueur du bordereau des prix unitaires modifiés est la date de notification de l'avenant. Les prix appliqués aux commandes émises par l'Acheteur sont ceux en vigueur à la date de passation de la commande sur la base du bordereau des prix en sa possession.

### **7.3. Clause de réexamen**

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché interviennent, les parties peuvent convenir d'un réexamen des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du marché.

Lorsque des évolutions, notamment celles décrites dans l'article 7.2, interviennent, les parties peuvent alors se rencontrer dans les plus brefs délais pour déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution de l'accord-cadre et de ses conditions financières.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent accord-cadre. A l'issue de ce réexamen, les parties conviennent d'en définir et de formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen, l'Acheteur peut décider de résilier l'accord-cadre.

## **Article 8. OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **8.1. Considérations environnementales**

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

### **8.2. Traitement de données à caractère personnel**

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique (l'Institut polaire français = responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et ses décrets d'application.

### **8.3. Obligations du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant l'exécution de l'accord cadre conformément aux spécifications des documents de la consultation. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre.

#### **8.3.1. Obligation de conseil et responsabilité**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil, d'information et d'alerte de l'Acheteur relative aux prestations fournies, notamment en cas de dysfonctionnements constatés dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### **8.3.2. Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures de l'Acheteur et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents, connaissances antérieures ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution. L'Acheteur pourra demander, à tout moment, au Titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, cotraitants et fournisseurs. La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la

résiliation du marché aux torts du Titulaire. Le Titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est soumise aux dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

#### **8.4. Obligations de l'administration**

L'Acheteur s'engage à mettre à la disposition du titulaire, dans la limite de ses possibilités, les moyens et les informations nécessaires à l'exécution des prestations.

### **Article 9. CONTENU DES PRESTATIONS**

#### **9.1. Prestations d'assistance ou d'étude technique**

Ces prestations peuvent concerner :

- La réalisation de catalogues techniques numériques propres aux éléments remorqués / tractés du raid. Ceci comprend :
  - Le recensement des matériels et leur évolution (évolution des versions),
  - La description des orientations choisies dans le développement (tests réalisés, modifications abandonnées ou retenues),
  - La structuration des différents dossiers,
  - La mise à jour et l'intégration des plans de fabrication quand ils sont disponibles.
- La réalisation de catalogues techniques numériques propres aux constructions, comprenant :
  - La structuration des différents dossiers,
  - La mise à jour et l'intégration des plans de fabrication quand ils sont disponibles,
  - Des propositions d'évolutions ou de modifications à apporter pour réduire l'enneigement généré par ces constructions.
- L'achèvement de l'étude du potentiel éolien de Dumont d'Urville, comprenant :
  - L'étude des données météorologiques disponibles, pour évaluer le potentiel éolien du site en termes de vitesse de vent,
  - La description et la qualification du caractère turbulent du vent sur site (rafales, fréquence du vent), à partir de l'étude des données météorologiques,
  - Une synthèse des opportunités et contraintes du site, et des écueils techniques à éviter dans la solution technologique retenue.

#### **9.2. Prestations de conseil et de formation**

Ces prestations feront l'objet d'un forfait annuel de 48 heures pour couvrir les échanges quotidiens sur des sujets ne nécessitant pas de recherches approfondies.

Des demandes plus précises et plus chronophages pourront être commandées au fil de l'eau selon les besoins de l'Institut. Elles seront rémunérées par les coûts horaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

### **Article 10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **10.1. Modalités de commande**

Les prestations seront déclenchées par émission de bons de commande en fonction de la survenance des besoins, sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU).

##### **10.1.1. Mode de notification des commandes**

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou l'un de ses délégataires et transmis au titulaire par tous moyens faisant foi y compris par courriel.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée du marché sans toutefois que le délai d'exécution de ceux-ci ne puisse excéder de plus de trois (3) mois la date de fin de validité du marché. Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre peuvent être annulés ou modifiés par des bons de commande postérieurs rectificatifs. Ces bons de commande rectificatifs ne peuvent concerner des prestations déjà exécutées.

Toute prestation exécutée sans émission d'un bon de commande dûment signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou l'un de ses délégataires ne peut donner lieu à règlement.

Le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 12 du présent CCP si les prestations décrites au bon de commande ne sont pas correctement exécutées.



### **10.1.2. Contenu des bons de commande**

Le contenu des bons de commande est le suivant :

- ✓ le client : Institut polaire français ;
- ✓ la référence de l'accord-cadre (numéro et intitulé) ;
- ✓ la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- ✓ le numéro d'engagement juridique ;
- ✓ le nom et l'adresse du titulaire ;
- ✓ le numéro SIRET du titulaire ;
- ✓ la référence et l'intitulé de la prestation ;
- ✓ la durée de la prestation ;
- ✓ Le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

### **10.1.3. Prise en compte de la commande par le titulaire**

À compter de la date de remise d'un Bon de Commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrés pour présenter des réserves. Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par l'Acheteur, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Sans retour du titulaire dans les trois (3) jours ouvrés, la commande est réputée acceptée.

### **10.2. Demande de devis pour d'autres prestations**

Si l'Acheteur souhaite acquérir une prestation ne figurant pas dans le bordereau des prix, il fera une demande de devis qui précisera *a minima*, la désignation et le contenu de la prestation.

La demande de devis s'effectue par courriel auprès du titulaire. Elle sera horodatée. Le Titulaire accuse réception de la demande sous 24 heures ouvrées et transmet un devis sous cinq (5) jours ouvrés.

À réception du devis, l'Acheteur reste libre d'y donner suite ou pas, la décision étant laissée à sa seule appréciation. Il formalise son accord par l'émission d'un bon de commande.

### **10.3. Suivi de l'accord-cadre**

Le titulaire est tenu d'assurer un suivi régulier de l'accord-cadre et de faire preuve de réactivité suite aux différentes demandes de l'Acheteur.

## **Article 11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **11.1. Nature des opérations de vérifications**

Les opérations de vérifications sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **11.2. Décisions après vérifications**

Les décisions prises par l'Acheteur, après vérification des prestations, conduisent soit à :

- ✓ une réception ;
- ✓ un ajournement ;
- ✓ une réfaction ;
- ✓ un rejet ,

dans les conditions de l'article 29 du CCAG de référence.

## **Article 12. PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités est directement impacté sur le montant de la facture à régler correspondant à la période suivant la constatation de la carence ou du retard



### 12.1. Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités définies ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité
Retard dans la remise des livrables	50 € / jour de retard

### 12.2. Seuil d'exonération et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG de référence, les pénalités seront applicables dès le 1er euro HT, sans exonération.

## Article 13. ASSURANCES

Avant tout début d'exécution de celui-ci, le titulaire unique ou le mandataire et ses cotraitants doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation en cours de validité, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article 14. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

### 14.1. Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution du marché

A compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- ✓ une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1.
- ✓ les attestations d'assurances mentionnées à l'article 12 du présent CCP.

## Article 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il sera fait application des articles du chapitre 6 du CCAG de référence.

Conformément à l'article 35 de ce même CCAG, le titulaire cède à l'Acheteur, les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les besoins et finalités d'utilisation de l'Acheteur.

## Article 16. DROIT DE CITATION ET D'IMAGE DE L'INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS

L'Institut polaire français Paul-Emile Victor n'autorise aucune mention de son nom, de son logo, de photos ou de plans concernant ses activités et ses personnels.

Cette interdiction concerne toute communication orale et/ou écrite sur tout support matériel et/ou numérique, ni au titre du présent marché, ni au titre d'une référence client, ni au titre d'une relation contractuelle distincte.

Cette interdiction s'applique au titulaire du marché ainsi qu'à ses cotraitants et sous-traitants.

Tout souhait de citer l'Institut polaire répondra, au terme de la réalisation effective et conforme des prestations ou services objets du marché, aux critères de réalisation garantissant pour l'institut :

- ✓ une communication apportant un intérêt en termes d'image publique ou privée de l'institut en lien avec ses activités logistiques polaires,
- ✓ la réalisation d'un travail ou la fourniture d'un bien ou service à plus-value technique avérée ou une évolution technologique, scientifique, logistique en lien avec l'activité logistique et scientifique polaire.

Cette communication fera l'objet d'une convention spécifique portant droits et obligations d'utilisation du nom, du logo, de photos et de tout autre contenu, selon des règles et une durée à déterminer entre l'Institut polaire et le Titulaire du marché.

## Article 17. DIFFERENDS ET LITIGES

### 17.1. Règlement à l'amiable

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Institut et le(s) Titulaire(s) quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure

de règlement amiable définie aux articles R 2197-1 à R 2197-24 du Code de la commande publique.

## **17.2. Droit applicable**

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35)  
3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex  
Tél : 02 23 21 28 28

## **Article 18. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique.

Les stipulations du CCAG de référence sont applicables.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, selon les dispositions du CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, prononcée en application de l'article 32 du CCAG FCS, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée de l'accord-cadre. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue à l'accord-cadre, sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité des commandes notifiées avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à la fin des prestations commandées.

## **Article 19. DEROGATIONS AU CCAG**

L'article du CCP	Déroge à l'article du CCAG FCS
2	4.1
10.1.4	3.7.2
12.1	14
12.2	14.3